

## **Journée d'étude :**

### **Les vécus de la migration et la santé mentale des personnes en exil**

#### La traite des êtres humains – comment identifier et assister les victimes ?

Lisa Li, Point de contact national au Luxembourg du Réseau européen des migrations (EMN NCP LU)

11.30 – 11.45h

Dans cette intervention je vais d'abord brièvement présenter le Réseau européen des migrations et le travail que nous faisons. Ensuite, je donnerai un aperçu sur la situation actuelle en Europe, en expliquant de quoi il s'agit quand on parle de traite des êtres humains et en donnant quelques chiffres récents.

Dans les 4. et 5. parties je vais me concentrer sur le cas du Luxembourg. Dans une première phase je parlerai des mesures d'identification (comment une victime de la traite peut être identifiée comme telle au Luxembourg) et dans une deuxième partie je me concentrerai sur les mesures d'assistance en place.

#### **1. Quelques mots sur le REM**

L'objectif du REM est de fournir des informations fiables, objectives, comparables et à jour dans les domaines des migrations et de l'asile aux institutions européennes, aux autorités et institutions des Etats membres mais aussi au grand public afin d'appuyer l'élaboration des politiques et la prise de décisions en la matière.

C'est la Commission Européenne, (Direction Générale des Affaires Intérieures, assistée par deux prestataires de services, coordonne le REM en coopération avec des Points de Contact Nationaux (PCN) dans tous les Etats membres plus la Norvège et bientôt la Croatie.

Le PCN luxembourgeois est, contrairement à tous les autres points de contact, situé au sein de l'Université de Luxembourg, qui agit à titre de coordinateur national du REM. Il est composé d'une équipe interdisciplinaire d'experts comprenant des partenaires de la Direction de l'Immigration, de l'Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration (co-financier du projet), du CEFIS, de l'Institut statistique national du Luxembourg (STATEC), du Centre d'Etudes de Populations, de Pauvreté et de Politiques Socio-économiques (CEPS/INSTEAD).

Concrètement, le REM répond à un besoin d'information au moyen de rapports politiques annuels, d'études thématiques ; dont une sur la traite des êtres humains ; de questions ad-hoc, de notes d'information (Inform), de développement d'un réseau national.

## **2. Définition de la TEH**

Selon l'article 2 de la Directive 2011/36/UE du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes :

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour que soient punissables les actes intentionnels suivants:

Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, y compris l'échange ou le transfert du contrôle exercé sur ces personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre, à des fins d'exploitation.

L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, y compris la mendicité, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude, l'exploitation d'activités criminelles, ou le prélèvement d'organes.

Le consentement d'une victime de la traite des êtres humains à l'exploitation, envisagée ou effective, est indifférent lorsque l'un des moyens visés au paragraphe 1 a été utilisé.

Lorsque les actes visés au paragraphe 1 concernent un enfant, ils relèvent de la traite des êtres humains et, à ce titre, sont punissables, même si aucun des moyens visés au paragraphe 1 n'a été utilisé.

La traite des êtres humains doit être différenciée de l'aide à l'entrée et au séjour irrégulier puisque la traite ne requiert pas nécessairement un passage de frontière et peut avoir lieu dans un même pays. En ce qui concerne les infractions liées au trafic illicite des migrants les éléments de coercition ou/et d'exploitation peuvent faire défaut.

La vulnérabilité des personnes :

- Pauvreté, pénurie d'emplois
- Vulnérabilité dû à l'inégalité entre les sexes (violence contre les femmes)
- Les enfants comme particulièrement vulnérables
- Absence d'un Etat de droit, conflits ou post-conflits
- Statut minoritaire

- Accès à l'éducation restreint

Comment les personnes sont recrutées :

- Fausses promesses
- Menaces
- Drogues
- Vente des enfants
- Les victimes s'engagent à rembourser une certaine somme en paiement de services tels que la fourniture de documents de voyage ou le financement du voyage

Les moyens de contrôle les plus courants pour maintenir ce statut :

- rétention des documents d'identité
- séquestration et surveillance
- changement de lieux et de personnel fréquents
- instauration d'un climat de peur
- menace (contre la famille,) et violence physiques

La demande pour une main d'œuvre à bon marché et la prostitution jouent un rôle important.

Profits annuels estimé pour le travail force s: US\$ 31.6 billion (ILO 2005).

### **3. Données statistiques Eurostat (2008, 2009 et 2010) (qu'il faut regarder avec caution, il y a probablement un chiffre noir beaucoup plus élevé)**

Selon le premier rapport statistique sur la traite des êtres humains au niveau de l'Union européenne, publié fin 2012, 9.528 victimes ont été identifiées ou présumées en Europe.

Il y a eu une hausse de 18% hausse entre 2008 et 2010. Ceci pourrait indiquer qu'il y a une hausse factuelle de ce phénomène, mais ça pourrait aussi signifier que les Etats membres aient améliorés leurs procédures d'identification des victimes.

Si on différencie selon le sexe et selon l'âge, les données nous montrent que la majorité des victimes sont des femmes :

68% femmes et 12% filles

17% hommes et 3% garçons

Si on différencie selon la forme d'exploitation la majorité des victimes sont traités à des fins d'exploitation sexuelle : 62% (dont 96% sont des femmes)

Travail forcé : 25% dont la majorité des victimes sont des hommes

Autre (mendicité, prélèvement des organes, activités criminelles, etc) : 14%

La majorité des victimes identifiées ou présumées sont des citoyens de l'Union européenne : 61% (surtout Bulgarie et Roumanie)

Nigeria, Chine, Brésil, Russie, Algérie sont les pays d'origine principaux pour les ressortissants de pays tiers

#### **4. Le cas du Luxembourg**

Au cours de l'année 2010, une seule victime a été identifiée comme ayant fait l'objet de travail ou de services forcés et en 2011 une victime supplémentaire a été identifiée comme ayant fait l'objet d'esclavage ou de pratiques analogues à l'esclavage.

Le Luxembourg est surtout un pays de destination pour les femmes victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ; le nombre de victimes sexuellement exploitées s'élevait à 3 en 2009, à 6 en 2010 et à 6 en 2011.

Les victimes de la traite des êtres humains qui ont été identifiées jusqu'en 2011 au Luxembourg sont originaires du Niger, du Cameroun, de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Pologne, du Brésil, du Portugal, de la Roumanie et de la Chine.

(5 victimes de la TEH ont obtenu une assistance en 2009, 4 en 2010 et 6 en 2011 incluant des enfants, des femmes et des hommes. Cependant, 5 femmes victimes ont refusé l'assistance qui leur était proposée. Une seule victime de la TEH a été hébergée dans des refuges luxembourgeois en 2009, 4 victimes ont été hébergées en 2010 et 6 en 2011. En 2010, un délai de réflexion et de rétablissement a été accordé à 3 femmes, victimes de la TEH et une femme s'est vue délivrer un permis de séjour au cours de la même année pour avoir coopéré avec les autorités compétentes.

5 victimes de la TEH ont obtenu une indemnisation en 2010 et une autre en 2011. En 2010, 4 victimes de la TEH ont été rapatriées vers un autre pays et 2 en 2011.)

##### **4.1 Mesures d'identification**

La police grand-ducale est la seule autorité à pouvoir identifier une victime de la traite des êtres humains, peu importe que ce soit un citoyen de l'Union européenne ou un ressortissant d'un pays tiers. La découverte par contre peut être effectuée par des organisations non-gouvernementales, des autorités ou encore des personnes individuelles.

En ce qui concerne les ressortissants de pays tiers la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration est applicable :

Lorsque les services de police disposent d'indices qu'un ressortissant de pays tiers est victime d'une infraction liée à la traite des êtres humains ils en avisent immédiatement le ministre.

Un délai de réflexion de 90 jours est accordée à la victime présumée afin de se soustraire à l'influence des auteurs d'infractions, de lui permettre de se rétablir et de décider en connaissance de cause d'introduire une plainte ou de faire des déclarations concernant les personnes ou les réseaux (art. 93).

Durant cette période aucune décision d'éloignement ne peut être prise, et la personne se voit délivrer une attestation qui lui permet de demeurer sur le territoire luxembourgeois

Si la personne renoue un lien avec les auteurs le délai de réflexion peut prendre fin (art. 93).

En cas de décision de témoigner contre le/les auteurs de l'infraction, et près l'expiration de la période de réflexion le ministre peut délivrer un titre de séjour valable pour une durée de 6 mois à la victime mais elle doit coopérer avec les autorités chargées de l'enquête (art. 95).

si les conditions suivantes sont remplies (art. 95) :

- La victime doit avoir porté plainte ou avoir fait des déclarations concernant les personnes ou les réseaux présumés responsables de l'infraction auprès des autorités luxembourgeoises
- La présence de la victime sur le territoire luxembourgeois doit être nécessaire à l'enquête
- La victime doit avoir rompu tous les liens avec les auteurs
- La victime ne doit pas être un danger pour l'ordre public ou la sécurité intérieur

#### 4.2 Mesures d'assistance

Lorsque la police dispose d'indices qu'une personne est victime, elle en prévient dans les meilleurs délais un service d'assistance. Une victime qui n'a pas été identifiée par la police n'a pas accès à l'assistance (art. 6).

En 2009, la Chambre des députés a adopté une loi établissant un cadre de protection et d'assistance aux victimes de la traite des êtres humains. Cette loi prévoit l'assistance sociale, financière, psychologique, médicale et juridique. (Loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des 'êtres humains)

Mesures d'assistance et de protection des victimes (art. 2) :

(1) En vue de leur rétablissement physique, psychologique et social, les victimes se voient accorder:

- a) un hébergement, une assistance sociale et socio-éducative, une assistance matérielle et financière, une assistance médicale, psychologique ou thérapeutique, selon leurs besoins;
- b) une assistance linguistique, le cas échéant;
- c) une assistance judiciaire conformément aux conditions de la législation afférente.

Un règlement grand-ducal précisant les conditions et déterminant les modalités d'application n'a pas encore été adopté.

Néanmoins, il y a des gestionnaires conventionnés suite à un accord informel avec le Ministère de l'Égalité des chances (MEGA), qui coopèrent entre eux, et disposent de services d'assistance et d'hébergement pour filles et femmes en situation de détresse, y compris les victimes de la TEH. Le MEGA travaille également avec des gestionnaires conventionnés avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration disposant de services, y compris de places d'hébergement, pour personnes respectivement pour enfants et jeunes en situation de détresse dont les victimes de la TEH.

## **5. Quel avenir ?**

Pour l'instant le Luxembourg n'a pas encore transposé en droit luxembourgeois la directive 2011/36/UE dont le délai de transposition a expiré en avril cette année et dont le but est de remédier aux difficultés inhérentes concernant l'identification des victimes de la traite des êtres humains.

Mais il existe un projet de loi n°6562 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains, qui a été déposé à la Chambre des députés le 11 avril 2013.

Il va inclure la mendicité forcée comme critère d'exploitation.

La victime est dispensée de l'obligation de déposer une plainte.

L'octroi d'une assistance ne sera plus subordonné à la volonté de la victime de coopérer avec les autorités. Cette coopération ne sera nécessaire que si la victime veut se faire délivrer un titre de séjour.

Un rapporteur national sera mis en place. Cette mission sera confiée au médiateur.

En matière d'indemnisation : Jusqu'à présent, les conditions d'attribution étaient telles qu'une victime non résidente et issue d'un pays tiers ne pouvait faire valoir ses droits.

Il existe aussi 2 avant-projets de règlement pour la mise en œuvre de la loi du 8 mai 2009 qui seront prochainement soumises à l'approbation du gouvernement.

L'une concerne les modalités de la mise en œuvre de l'assistance. Personnes avec des besoins particuliers (grossesse, santé, handicap, santé mentale, traumatisme) ?

L'autre porte sur la structure et les missions du comité chargé de la surveillance de la traite. Ce Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains comptera parmi ses membres des représentants des instances publiques compétentes et des représentants des services d'assistance des victimes agréés en matière de TEH. Pour l'instant il n'existe qu'un comité interministériel informel « Traite » composé du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Egalité des chances et du Ministère des Affaires étrangères. Il coordonne les activités et mesures de prévention et de lutte, il fait des évaluations de suivi et des analyses de la mise en œuvre de la loi.

Règlement grand-ducal du 19 mars 1999 concernant l'agrément gouvernemental à accorder aux gestionnaires de services pour filles, femmes et femmes avec enfants

On espère qu'avec cette étude on va contribuer à donner de plus de visibilité à ce phénomène et qu'on va être écouté par les personnes du mode politique.

## Documents :

Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, 2005, [http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/trafficking/Source/PDF\\_Conv\\_197\\_Trafficking\\_F.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/trafficking/Source/PDF_Conv_197_Trafficking_F.pdf)

Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2011:101:0001:0011:FR:PDF>

European Commission, The EU rights of victims of trafficking in human beings, 2013, [http://ec.europa.eu/anti-trafficking/entity.action?breadCrumbReset=true&path=EU+Policy%2FEU\\_rights\\_victims](http://ec.europa.eu/anti-trafficking/entity.action?breadCrumbReset=true&path=EU+Policy%2FEU_rights_victims)

Eurostat, Trafficking in Human Beings, 2013, [http://ec.europa.eu/anti-trafficking/entity.action?path=EU+Policy%2FReport\\_DGHome\\_Eurostat](http://ec.europa.eu/anti-trafficking/entity.action?path=EU+Policy%2FReport_DGHome_Eurostat)

Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, 2000, [http://www.unodc.org/documents/treaties/UNTOC/Publications/TOC%20Convention/TOCe\\_book-f.pdf](http://www.unodc.org/documents/treaties/UNTOC/Publications/TOC%20Convention/TOCe_book-f.pdf)

Réseau européen des migrations, Rapport Politique sur les migrations et l'asile, 2011, <https://www.emnluxembourg.lu/type-documentation/rapport-politique-sur-les-migrations-et-lasile-2011>

United Nations Office on Drugs and Crime, Global Report on Trafficking in Persons, 2012, [http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/Trafficking\\_in\\_Persons\\_2012\\_web.pdf](http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/Trafficking_in_Persons_2012_web.pdf)

Code pénal art. 382-1 -382.3

Loi du 28 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et immigration, art. 92-98

Loi du 8 mai 2009 portant sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains

Projet de loi n°6562 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains



#### Art. 382-1 Code Pénal (définition des infractions)

(1) Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue:

- 1) de la commission contre cette personne des infractions de proxénétisme, d'agression ou d'atteintes sexuelles;
- 2) de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine;
- 3) du prélèvement d'organes ou de tissus en violation de la législation en la matière;
- 4) de faire commettre par cette personne un crime ou un délit, contre son gré.

(2) L'infraction prévue au paragraphe 1er est punie d'une peine d'emprisonnement de trois ans à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros.

(3) La tentative de commettre l'infraction visée au paragraphe 1er est punie d'une peine d'emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 5.000 à 10.000 euros.

#### Art. 382-2 (circonstances aggravantes)

(1) L'infraction prévue à l'article 382-1, paragraphe 1er, est punie de la réclusion de cinq ans à dix ans et d'une amende de 50.000 à 100.000 euros dans les cas suivants:

- 1) l'infraction a délibérément ou par négligence grave mis la vie de la victime en danger; ou
- 2) l'infraction a été commise en abusant de la situation particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve une personne, notamment en raison de sa situation administrative illégale ou précaire, de sa situation sociale précaire, d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale; ou
- 3) l'infraction a été commise par la menace de recours ou le recours à la force ou d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie; ou
- 4) l'infraction a été commise par offre ou acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur la victime; ou
- 5) l'infraction a été commise par un ascendant légitime, naturel ou adoptif de la victime ou par une personne qui a autorité sur elle ou abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions; ou
- 6) l'infraction a été commise par un officier ou un fonctionnaire public, un dépositaire ou un agent de la force publique agissant à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

(2) L'infraction prévue à l'article 382-1, paragraphe 1er, est punie de la réclusion de dix ans à quinze ans et d'une amende de 100.000 à 150.000 euros dans les cas suivants:

- 1) l'infraction a été commise par recours à des violences; ou
- 2) l'infraction a été commise dans le cadre d'une association de malfaiteurs ou d'une organisation criminelle au sens des articles 322 à 326 du Code pénal; ou
- 3) l'infraction a été commise envers un mineur; ou
- 4) l'infraction a été commise en recourant à des tortures; ou
- 5) l'infraction a causé la mort de la victime sans intention de la donner.

(3) Le consentement d'une victime de la traite des êtres humains n'exonère pas l'auteur ou le complice de la responsabilité pénale dans l'un des cas d'infraction ou de tentative d'infraction visés aux articles 382-1 et 382-2.

(4) Le consentement d'une victime de la traite des êtres humains ne saurait pareillement constituer dans l'un des cas d'infraction ou de tentative d'infraction visés aux articles 382-1 et 382-2 une circonstance atténuante.